



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction Départementale de la protection
des Populations

Service protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

Références : peia/ma

Annecy, le 10 mars 2011

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° 2011069 - 0094

Mise en demeure - Société SAVOYARDE DU MEUBLE MONT-BLANC à Thonon-les-Bains

VU les dispositions du Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 ;

VU la partie réglementaire du Code de l'environnement, notamment les articles R.512 – 39 -1 à R.512 – 39 - 6 relatifs à la mise à l'arrêt définitif d'installations soumises à autorisation et les articles R.543 – 17 à R. 543 – 41 relatifs aux substances dites « PCB » ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY, Sous-Préfet, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004 - 1652 du 22 juillet 2004 autorisant la société SAVOYARDE DU MEUBLE MONT-BLANC à exploiter un établissement de fabrication de mobilier en bois sur le territoire de la commune de THONON-LES-BAINS en zone industrielle de Vongy ;

Considérant que les installations ont été mises à l'arrêt définitif par la S.A.S. VALAUBRAC sise zone artisanale Les Calsades à BOZOULS (12340) ;

Considérant que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées lors de sa visite du 15 décembre 2009 constituent autant d'inobservations des prescriptions édictées par le code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 janvier 2011 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Dans un délai de trois mois, la S.A.S. VALAUBRAC, dernier exploitant du site de THONON-LES-BAINS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 à R 512-39-2 du Code de l'environnement, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- notifier au préfet l'arrêt définitif des installations ;
- indiquer les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site ;
- éliminer les produits dangereux tels que la sciure, l'huile et la colle à bois ;
- joindre à la notification tous les bordereaux de suivi de déchets dangereux émis depuis 2005 suite à la fermeture du site ;
- joindre à la notification un document permettant de justifier la neutralisation de la cuve enterrée ;
- transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que les propositions sur le type d'usage futur du site ;
- transmettre dans le même temps au préfet une copie de ces propositions.

Article 2 : Afin d'initier la surveillance des effets de l'installation sur son environnement prévue à l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement, la S.A.S. VALAUBRAC procédera à un sondage et à une analyse de PCB dans le sol au droit de l'emplacement du transformateur afin d'évaluer les effets de cette installation sur son environnement. Dès qu'il sera en possession des résultats de l'analyse, il les transmettra à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions des article 1et 2 du présent arrêté est à la charge de l'exploitant.

Article 4 : En cas d'inobservation des dispositions fixées aux article 1 et 2 du présent arrêté, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié au directeur de la S.A.S. VALAUBRAC.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de THONON-LES-BAINS.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Jean-François RAPPY